



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

We regret that some of the pages in the microfiche copy of this report may not be up to the proper legibility standards, even though the best possible copy was used for preparing the master fiche



07293 — F



Distr. LIMITEE

ID/WO.234/11

16 novembre 1976

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Groupe intergouvernemental d'experts
sur l'industrialisation des pays
les moins avancés

LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL AU BANGLADESH^{1/}

par

le Général M. Majid-ul-Haq (du cadre de réserve)*

^{1/} Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues du Gouvernement ou de l'ONUDI.

* Ministère de l'industrie, Dacca.

LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL AU BANGLADESH

1. Le Bangladesh, avec une population de 79,8 millions d'habitants pour une superficie de 140 000 km², est l'un des pays les moins industrialisés du monde. Le secteur industriel ne participe en effet au produit intérieur brut (PIB) que pour environ 9,4 milliards de dollars des Etats-Unis, soit quelque 10 % seulement. Comparée à celle de l'Inde, la consommation par habitant est, pour l'acier, d'environ 4 kg contre 11, de 9 kg pour le ciment contre 27 et, pour l'électricité, de 20 kWh contre 112. Historiquement, l'industrie au Bangladesh a souffert de deux handicaps : d'une part, le manque de ressources (excepté l'eau, le gaz naturel), certaines matières premières agricoles et une importante main-d'œuvre non qualifiée) et, d'autre part, la position périphérique du pays par rapport aux industries du Bengal occidental et de ce qui était alors le Pakistan occidental. L'industrialisation limitée qui s'est faite depuis la partition de l'Inde porte principalement sur le jute, le sucre, les textiles, les huiles de table, le traitement des fruits, les conserves de poisson, le papier, le cuir, les industries forestières, la sériculture, l'industrie du thé, etc. L'industrie du jute reste la principale activité nationale. On y compte 14 350 métiers pour la production de toile grossière, 8 151 métiers pour la production de toile à sac et 2 146 métiers larges. La production, qui était d'environ 450 000 tonnes en 1975-76, devrait dépasser 700 000 tonnes en 1977-78. Les exportations sont à l'heure actuelle d'environ 150 millions de dollars des Etats-Unis, ce qui représente à peu près 45 % des recettes en devises du pays. Après l'industrie du jute, vient l'industrie textile, avec un peu plus de 200 000 broches et 7 000 métiers. En tout, il existe au Bangladesh environ 3 200 entreprises industrielles déclarées, qui se répartissent ainsi par secteur : 800 environ pour les textiles, 576 pour les produits chimiques, 406 pour l'alimentation, 257 pour les produits métalliques, 207 pour les chaussures, les vêtements et la confection, et environ 200 pour le cuir et les articles en cuir. La plupart du temps, cependant, il s'agit d'entreprises artisanales ou de petites entreprises.

2. Au moment de la partition de l'Inde, la part de l'industrie dans le PIB de la région était d'environ 4 %, dus presque entièrement à l'artisanat et à la petite industrie. Au cours des 20 années suivantes, le secteur industriel a bénéficié d'une croissance annuelle de plus de 6 %, soit deux fois plus que le PIB. En conséquence, la part de la valeur ajoutée imputable au secteur industriel dans le PIB a augmenté de près de 10 % pendant cette période.

Ceci s'explique essentiellement par l'expansion de la capacité de production de l'industrie du jute et de l'industrie cotonnière, et par une évolution vers la production à grande échelle. Aujourd'hui, la part des grandes entreprises dans la valeur ajoutée du secteur industriel est de 60 %, les autres 40 % étant imputables à l'artisanat et aux petites entreprises. Le développement industriel du pays est caractérisé notamment par le fait qu'environ 75 % de la production proviennent de deux sous-secteurs : 1) l'industrie de l'alimentation, des boissons et des tabacs; 2) l'industrie du jute et du coton. Cette industrialisation est également caractérisée par un autre fait : c'est qu'environ 90 % des industries sont à base de produits agricoles. Le tableau ci-après indique la part du secteur industriel dans le PIB de 1949/50 à 1969/70 :

Tableau No 1. VALEUR AJOUTÉE DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL
1949/50-1969/70
(au coût de facteurs constants 1959/60)

	1949/50	1954/55	1959/60	1964/65	1969/70
Valeur ajoutée (en millions de roupies)					
Ensemble du secteur industriel	472	651	912	1 210	1 696
Grandes entreprises	69	200	406	6 633	1 041
Petites entreprises	403	451	506	577	655
Pourcentage du PIB total					
Ensemble du secteur industriel	4,1	4,9	5,9	6,3	7,2
Grandes entreprises	0,6	1,5	2,6	3,3	4,4
Petites entreprises	3,5	3,4	3,3	3,0	2,8
<u>Taux composé de croissance annuelle</u>					
Ensemble du secteur industriel	6,6	7,0	5,8	7,0	
Grandes entreprises	24,6	15,2	9,3	10,5	
Petites entreprises	2,3	2,3	2,6	2,6	

3. Il résulte des chiffres ci-dessus que le niveau du développement industriel au Bangladesh est un des plus bas dans le monde. Encore aujourd'hui, le pays dépend essentiellement de son agriculture, qui représente environ 60 % du PIB. Avec une production croissant à un taux d'environ 2,8 % et très peu de terres arables inutilisées, le pays n'a pas d'autre choix que de s'industrialiser, ne serait-ce que pour maintenir le revenu par habitant actuel, qui est de 70 dollars des Etats-Unis seulement.

4. Le rôle de l'industrie en tant qu'instrument dynamique essentiel à un développement économique et social rapide, particulièrement dans les pays les moins avancés, est universellement reconnu. Etant donné la situation au Bangladesh, la nécessité d'une industrialisation rapide s'impose plus encore. Aux termes de la Déclaration et du Plan d'action concernant le développement et la coopération industriels, adoptés à Lima, la part des pays en développement dans la production mondiale devrait atteindre au moins 25 % en l'an 2000, et l'ONUDI est chargée d'établir un programme d'action pour la mise en oeuvre effective de ce Plan d'action. Le Bangladesh, avec son énorme population et une croissance industrielle très limitée, peut servir de modèle à l'ONUDI pour mettre au point son programme d'action en vue de l'exécution effective des projets et mesures prévus dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima.

5. Malgré la diversité des conditions socio-économiques et des situations géographiques, les pays les moins avancés se heurtent, dans leur processus de développement industriel, à des problèmes à peu près similaires : insuffisance des ressources naturelles exploitées, faiblesse de l'infrastructure (réseau de communication, matériaux de construction, électricité), rareté du capital d'investissement, pénurie de connaissances techniques, manque d'esprit d'entreprise, insuffisance du personnel directeur, des cadres et de la main-d'oeuvre qualifiée, etc. Tout ceci s'applique au Bangladesh, nation née d'une guerre d'indépendance dévastatrice en 1971.

Les difficultés du pays sont en effet aggravées par les dommages et les dévastations généralisés que la guerre a infligés aux installations industrielles et à la modeste infrastructure qui avait été mise en place avant la guerre. Un autre problème encore est que le pays a hérité de la structure industrielle établie alors que le pays ne faisait qu'un avec le Pakistan. Après 1971, la rentabilité d'un grand nombre d'industries a été gravement compromise. Pour citer un exemple, l'industrie cotonnière, qui dépendait entièrement des approvisionnements en coton provenant du Pakistan occidental, a dû soudainement s'approvisionner à l'étranger, ce qui coûte au pays plus de 120 millions de dollars en devises. De même, alors que les papeteries, les fabriques de soie artificielle, les usines de câbles électriques et bien d'autres industries avaient été établies en fonction d'un marché intérieur protégé; après 1971, au contraire, la rentabilité de ces installations a dû être assurée par l'exportation de leurs produits, idée complètement nouvelle pour les entreprises de cette taille. En outre, une grande proportion de la main-d'oeuvre qualifiée - déjà limitée en nombre - qui avait pu être formée avant la libération, a abandonné ces entreprises après 1971, créant ainsi des difficultés tant au niveau de la direction que de la production. En conséquence, la production de certains secteurs n'a pas encore retrouvé le niveau de 1969-1970. La complexité de tous ces problèmes a rendu extrêmement difficile au Bangladesh la planification de la stratégie industrielle. Cependant, le Gouvernement s'est attaqué à la reconstruction de la structure industrielle, et il a maintenant établi une base à partir de laquelle le pays peut espérer un taux de croissance industrielle plus élevé. Le moment est donc parfaitement choisi pour que le Bangladesh accepte et utilise au mieux l'assistance que l'ONUDI et les autres organisations internationales peuvent fournir conformément à la Déclaration et au Plan d'action concernant le développement et la coopération industriels, adoptés à Lima. Le Bangladesh a déjà établi une importante liste de projets qui pourraient bénéficier d'une assistance de l'ONUDI. Nous sommes reconnaissants de l'assistance que cette Organisation nous a déjà octroyée, et nous espérons une assistance encore élargie qui nous permettra de triompher de nos difficultés.

6. L'ONUDI et un certain nombre d'organisations internationales et de pays donateurs aident le Bangladesh en lui fournissant des services d'experts et des capitaux pour financer ses programmes de développement. L'assistance octroyée à ce jour par l'ONUDI peut se résumer comme suit :

- a) Traitement des matières plastiques : Mise en place d'un centre de démonstration pour la formation au contrôle de la qualité et l'adoption de techniques nouvelles. Montant engagé : 200 288 dollars des Etats-Unis.
- b) Traitement du jute : Conseils pour la création d'un système d'information de gestion à l'usage des entreprises, et contribution à l'élaboration d'un programme d'aide à plus long terme. Montant engagé : 75 593 dollars des Etats-Unis.
- c) Développement de l'industrie textile : Conseils et formation pour la gestion de l'industrie textile, le contrôle de la qualité, la sélection des matières premières et la mise sur pied de programmes de formation à l'intention des techniciens et des contremaîtres. Montant engagé : 46 670 dollars des Etats-Unis.
- d) Petite industrie : Amélioration de l'organisation de la BSIC (Bangladesh Small Industries Corporation), définition de programme et rédaction d'un descriptif de projet pour une assistance complémentaire. Montant engagé : 56 750 dollars des Etats-Unis.
- e) Métallurgie : Fourniture à l'usine de machines-outils de conseils pour améliorer la planification de la production, la conception des projets et la gestion, et rédaction d'un descriptif de projet pour une aide complémentaire dans ces domaines. Montant engagé : 60 170 dollars des E.U.
- f) Aide à Petro-Bangla : Consolidation de la gestion, amélioration du fonctionnement et de l'entretien de la raffinerie d'Eastern Oil. Ce projet doit également permettre à Petro-Bangla de remplir son rôle en matière de raffinage et de commercialisation du pétrole. Montant engagé : 142 200 dollars des Etats-Unis.

g) Etude de liaison : développement de la capacité des industries mécaniques en vue de la fabrication d'éléments de production et de pièces détachées pour les autres industries mécaniques du Bangladesh. Montant engagé : 137 500 dollars des Etats-Unis.

h) Recherche sur le jute : rédaction d'un descriptif de projet complet et aide à la mise au point de nouvelles utilisations finales du jute et à l'amélioration de la qualité des produits. Montant engagé : 51 400 dollars des Etats-Unis.

i) Agrégats légers : aide à un centre de recherche sur la construction et le logement pour démontrer la possibilité de produire des agrégats légers à partir d'argiles expansées à l'intention de l'industrie du bâtiment. Montant engagé : 59 950 dollars des Etats-Unis.

j) Fer poreux : étude sur les techniques de production du fer poreux. Montant engagé : 15 000 dollars des Etats-Unis.

Usine de résines de synthèse : (projet des SIS) : conseils pour une meilleure utilisation des capacités de l'usine de Chittagong et pour la mise au point des produits. Montant engagé : 53 685 dollars des Etats-Unis.

l) Etude sur la polymérisation du polyacrylonitrile : étude de faisabilité sur la production de divers types de fibres synthétiques à partir de gaz naturel et de monomères importés. Montant engagé : 8 200 dollars des Etats-Unis.

L'ONUDI a approuvé les projets ci-dessus et engagé à ce jour un total de 907 406 dollars des Etats-Unis. En outre, on attend une décision pour mettre en oeuvre les projets suivants :

Industrie du cuir : assistance pour le contrôle de la qualité, la commercialisation et la formation technique.

Industries alimentaires : amélioration de l'utilisation des unités de production relevant de l'Office des industries alimentaires et industries connexes, ouverture de nouveaux marchés et amélioration du contrôle de la qualité. Coût approximatif prévu : 52 000 dollars des Etats-Unis.

Utilisation du gaz naturel pour la production de chlorure de vinyle et de PVC :
conseils sur les méthodes de transformation du gaz naturel en acétylène et sur
l'utilisation de l'acétylène pour produire d'autres monomères et polymères
de vinyle. Coût approximatif prévu : 7 900 dollars des Etats-Unis.

Dérivés du gypse : étude de faisabilité sur la création d'un complexe
industriel pour l'utilisation des dérivés du gypse provenant de l'usine
d'engrais productrice de superphosphate triple.

7. L'objectif essentiel de la politique industrielle du Bangladesh à ses débuts a été de rétablir l'activité industrielle du pays. Pour y parvenir, le Gouvernement a dû prendre en charge un grand nombre d'entreprises que leurs propriétaires avaient abandonnées au moment de la libération. En outre, le Gouvernement décida de nationaliser les industries clef, conformément à sa politique d'établissement d'une société libérée de l'exploitation économique. A mesure que s'améliorait le climat des investissements, le Gouvernement a transféré de nombreuses entreprises à des industriels privés. Ce processus se poursuit, et il devrait être possible dans un avenir proche de parvenir à un équilibre satisfaisant entre les entreprises publiques et les entreprises privées dans les efforts d'industrialisation. Le Gouvernement a entrepris l'exécution du premier plan quinquennal, lancé en juillet 1973. Ce plan prévoit une dépense en capital d'environ 1,2 milliard de dollars des Etats-Unis (dont environ 600 millions de dollars en devises), une tranche de 1 milliard de dollars (dont 500 millions en devises) étant destinée au secteur public et le solde allant au secteur privé. Ces crédits sont répartis comme suit : 18,11 % pour l'industrie pétrochimique et l'industrie des engrais, 12 % pour l'industrie textile, 11,17 % pour la sidérurgie et 10,54 % pour les industries mécaniques. Le plan a été conçu de manière à faire porter l'effort principal sur le développement de la production d'articles ou produits nécessaires à l'agriculture, et sur le développement des industries qui créent des relations interindustrielles ou intersectorielles. Une importance spéciale a également été accordée à l'utilisation des ressources nationales et au développement des industries manufacturières orientées vers l'exportation ou la production de biens de consommation. Quant à l'amélioration de l'infrastructure nécessaire à l'industrie et aux autres secteurs économiques, le plan prévoit 1 milliard de dollars environ pour les transports et les communications, 700 millions de dollars pour la production d'énergie électrique et l'exploitation des ressources naturelles, et plus de

400 millions de dollars pour l'éducation et la formation. Les Offices de secteur industriel, qui avaient été créés pour gérer les entreprises d'Etat, ont été chargés de la création et du développement des industries du secteur public. Dans le secteur privé, le financement a été organisé principalement par l'intermédiaire de deux institutions de financement industriel. De nombreuses mesures d'encouragement ont été prises en faveur du secteur privé, entre autres une exonération fiscale pour une période de 5 à 7 ans, un abattement sur les droits de douane frappant les machines importées, le paiement différé de 50 % de ces droits, etc. Le plafond des investissements dans le secteur privé, initialement fixé à 2,5 millions de takas en 1972/73, a été porté tout d'abord à 30 millions en 1973/74, et finalement à 100 millions en décembre 1975, afin d'encourager les investissements privés dans l'industrie. Par ailleurs, le Gouvernement a adopté une politique libérale à l'égard des investissements industriels étrangers, de façon à encourager les investissements privés étrangers nécessaires pour compléter les ressources locales et pour obtenir les connaissances techniques dont le pays a un urgent besoin. Les sociétés étrangères sont autorisées à rapatrier intégralement une fois les taxes acquittées, tout le produit de leurs investissements ainsi que les économies, les pensions de retraite et les possessions personnelles des ressortissants étrangers. Le rapatriement des capitaux étrangers, y compris les plus-values ainsi que le réinvestissement des bénéfices réalisés ont été autorisés pour une période de 10 ans à compter du démarrage de la production, et une protection contre la double imposition a été fournie en cas d'accord à cet effet entre le Bangladesh et le pays d'origine de l'investisseur.

3. Nous espérons avoir donné une idée du niveau actuel d'industrialisation du pays et des efforts que déploie le Gouvernement pour permettre une croissance rapide du secteur industriel. Le Bangladesh a besoin de recevoir une assistance massive des organisations internationales et des pays donateurs pour mettre en oeuvre son programme de développement. Cette assistance devra être fournie sous forme de ressources financières, de connaissances techniques, de moyens de formation pour les chefs d'entreprise, le personnel d'encadrement, les techniciens et la main-d'oeuvre spécialisée, et la garantie d'un marché régional pour les produits du secteur industriel sera d'une importance capitale. Le pays doit édifier rapidement son infrastructure et se doter d'une main-d'oeuvre

qualifiée s'il veut atteindre le taux de croissance de 5 % envisagé dans son premier plan quinquennal. Le succès de l'industrialisation au Bangladesh dépendra essentiellement de l'utilisation optimale des produits agricoles et du gaz naturel, mais l'exploitation des vastes ressources humaines que possède le pays sera elle aussi, lorsque la main-d'œuvre aura été formée aux techniques de base, un très important facteur de croissance économique rapide.

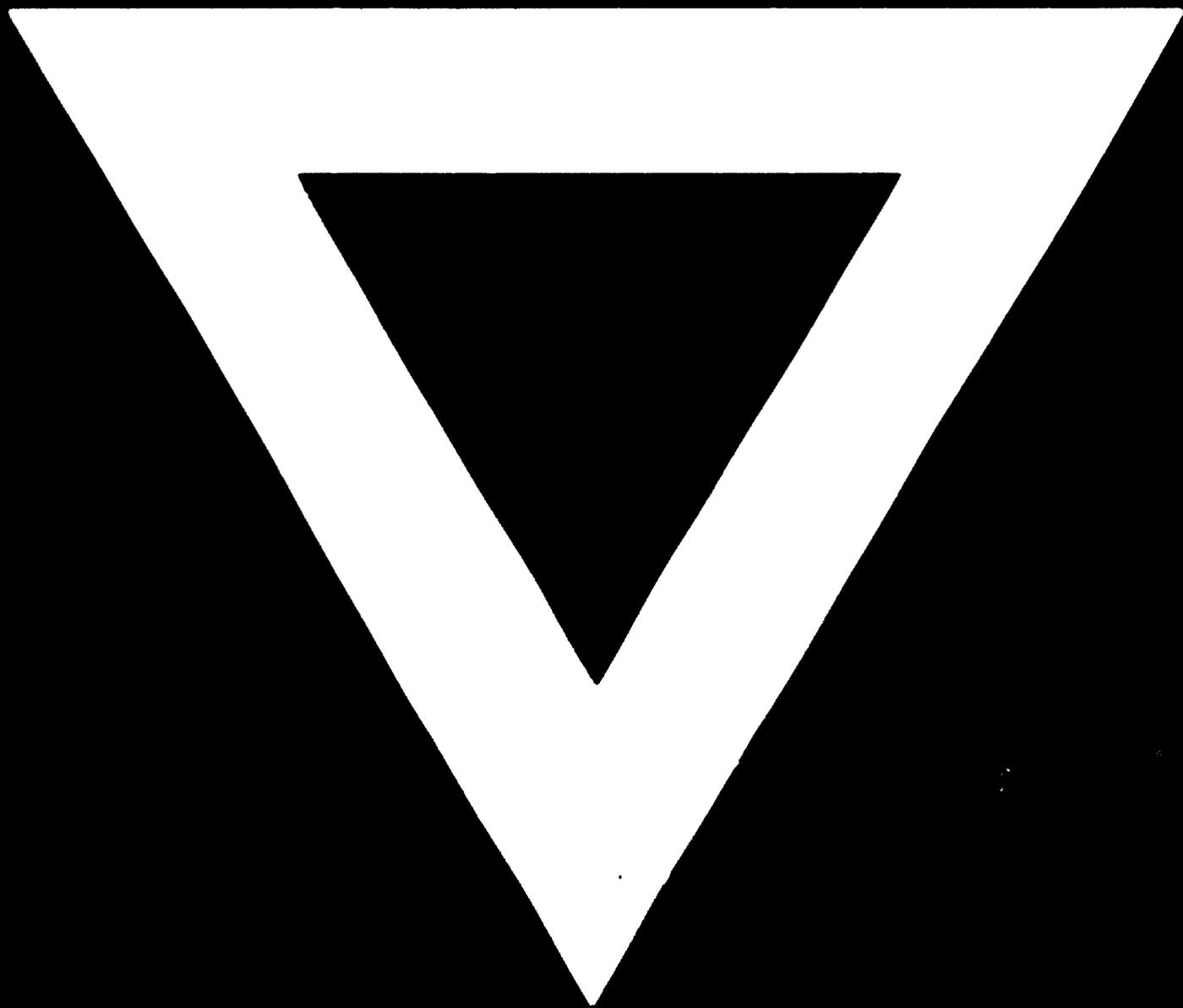
9. A cet égard, le Bangladesh tient à souligner qu'il est indispensable que tout expert ou consultant étranger travaillant à un projet associé à ses activités des consultants locaux, non seulement pour aboutir le plus rapidement possible à des conclusions correctes, mais aussi pour élever le niveau de compétence du personnel local. A cette fin, le Bangladesh demande à l'ONUDI de prendre des dispositions afin que des consultants locaux soient le plus souvent possible associés à l'exécution des projets. Le Gouvernement a aussi, en raison de l'insuffisance des ressources disponibles, demandé à l'ONUDI un appui pour financer l'emploi de collaborateurs locaux. Nous espérons que ces suggestions seront favorablement reçues par l'ONUDI.

10. Nous sommes très reconnaissants à l'ONUDI d'avoir invité le Bangladesh à participer à cette réunion, qui est d'une importance extrême pour notre pays. Nous sommes aussi très reconnaissants au Secrétariat des suggestions qu'il a émises sous forme de propositions de projets. Compte tenu des priorités nationales, 15 propositions de projets seront présentées par la délégation du Bangladesh à l'ONUDI aux fins d'examen.

1971.01.01



B - 3 2 1



77 . 09 . 16